



Montreuil, le 18 avril 2010

Monsieur Dominique BUSSEREAU
Secrétaire d'Etat aux Transports
rue du bac
75007 PARIS

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Par la présente, nous souhaitons vous interpeller sur les faits suivants.

Les cheminots en grève depuis 12 jours attendent mieux de quelqu'un qui régulièrement rappelle qu'il est fils et petit-fils de cheminot, que d'être stigmatisés sans dire autre chose, dans les médias, à l'appui d'ailleurs d'un certain nombre de contrevérités.

Sans tomber dans un débat polémique sur la réalité des chiffres de grévistes comme sur la conformité des prévisions de trafics annoncées par la SNCF et les conditions dans lesquelles circulent les trains et travaillent certains agents de conduite, le souci de l'objectivité aurait dû vous conduire à reconnaître que la Fédération CGT n'a appelé à une grève reconductible que les cheminots du domaine Traction (conducteurs de trains...), les personnels des Etablissements Commerciaux Trains (contrôleurs...) et les agents travaillant dans le périmètre du Fret et non l'ensemble des cheminots de la SNCF.

Vous ne pouvez pas, Monsieur le Secrétaire d'Etat, balayer d'un revers de main ce que les cheminots en grève expriment comme mécontentement, préoccupations, inquiétudes, débouchant sur des exigences et revendications reconnues en interne comme légitimes.

C'est la marque du refus des politiques libérales socio-économiques que vous imposez à la direction de la SNCF qu'elle applique d'ailleurs sans renâcler, et même avec beaucoup de zèle.

A l'instar de ce qu'ont connu d'autres grandes entreprises publiques avant nous, il y a de la souffrance à la SNCF induite par les transformations lourdes, d'inspiration libérale, menées au pas de charge et sans véritable concertation.

Ne reconnaît-on pas au siège de la SNCF que ces transformations/réorganisations sont violentes et brutales ?

Les sondages d'opinion commandés par la direction de la SNCF ne démontrent-ils pas qu'une majorité de cadres conteste les orientations des politiques poursuivies et que 71% des cheminots sondés estiment que la SNCF risque d'éclater en filiales privées !?

Dans le contexte actuel, où pour être qualifié de moderne, il convient d'être réaliste, consensuel, compréhensif, en un mot, de se cantonner à accompagner les stratégies de

démantèlement des entreprises publiques et de vendre la facture sociale aux salariés et pour ce qui nous concerne aux cheminots.

La démarche de la Fédération CGT des Cheminots dérange l'ordre établi car nous avons l'outrecuidance de contester nombre d'orientations qui nous entraînent sur les voies de la privatisation rampante et, sacrilège suprême, nous leur opposons des propositions alternatives de développement de Service Public, plus en rapport avec la réponse aux besoins du plus grand nombre.

Mais on nous dénie le droit de nous mêler de stratégie ou d'émettre des critiques et de faire des propositions sur l'organisation de la production ferroviaire, par exemple.

Au regard des échecs consécutifs (reconnus par l'actuel Président de la SNCF), des stratégies appliquées ces dernières années à l'activité Fret et des résultats catastrophiques engendrés, on est fondé et légitime pour dire que l'on devrait mieux écouter les représentants des personnels et les organisations syndicales, du moins celles qui proposent d'autres choix que ceux assésés par la technocratie.

Nous avons dans cette grande entreprise publique SNCF trop de managers, trop de conseillers externes, trop de gestionnaires obsédés par la logique comptable et de moins en moins de techniciens, de vrais professionnels du rail.

Nonobstant les qualités intrinsèques de chacun, on n'apprend pas l'organisation de la production ferroviaire et les spécificités qui s'y attachent à l'ENA ou à HEC.

Pour ce qui est de l'activité de Fret SNCF, vous cautionnez, Monsieur le Secrétaire d'Etat, une stratégie qui n'a de cesse de l'atrophier, de l'affaiblir, de l'amputer de moyens vitaux à son redressement et à son développement, débouchant, entre autres, sur la suppression de milliers d'emplois qui conduit l'entreprise à créer des « ANPE Régionales » ou nationales pour les cadres dans lesquelles sont versés les cheminots qui voient leur emploi sacrifié.

Comment pouvez-vous affirmer que vous êtes engagé dans une politique de développement durable en soutenant la stratégie de la Direction de Fret SNCF qui consiste à fermer à tour de bras des gares Fret, des triages, des dessertes, à transférer sur la route des trafics, à arrêter 60% de la messagerie ferroviaire (wagon isolé) qui va mettre en deux ans plus de 1 200 000 camions supplémentaires sur les routes !?

De nombreuses voix s'élèvent en France qu'il s'agisse d'ONG, d'élus politiques, de chargeurs, d'acteurs économiques, de chambres de commerce et d'industrie pour dire halte à la casse de Fret SNCF.

Nous vous le redisons, le projet gouvernemental relatif au fret ferroviaire dont la campagne publicitaire dans les médias a été financée par la SNCF à hauteur de 20 millions d'euros, n'aura à terme d'intérêt et de pertinence que s'il reste sous maîtrise publique et que l'existant (appareil de production ferroviaire...) ne soit pas démantelé comme cela se déroule actuellement avec votre accord semble-t-il !

Pour ce qui est du conflit social en cours, vous n'êtes pas sans savoir qu'il aurait pu être évité si la Direction de la SNCF n'avait pas retiré sa proposition de négociations transverses faite le 31 mars 2010 que nous avons acceptée. La Direction de la SNCF préférant passer son temps et son énergie à diviser le front syndical et à exhumer des

décisions prises il y a quelques mois pour les mettre à l'acquis des discussions avec des syndicats qui avaient pris le soin de faire valider en amont par cette même direction l'acceptabilité de leurs demandes !

Le dialogue social dans une grande entreprise publique mérite mieux que ce genre de manœuvres dilatoires.

Le mouvement de grève des cheminots qui, nous le regrettons, provoque des désagréments dans les conditions de transports des usagers aurait pu être aussi réduit dans sa durée sans la posture dogmatique de refus de tout dialogue social dans laquelle s'est emmuré le Président de la SNCF.

Comment expliquer et comprendre qu'il n'a pas été possible de joindre directement le Président de la SNCF depuis le début du conflit ? Même des administrateurs salariés CGT, malgré leurs tentatives, n'ont pu entrer en contact avec le Président du Conseil d'administration pour évoquer le mouvement social ?

Cela en dit long sur la conception du dialogue social qu'a la direction de l'entreprise.

Manifestement, ce conflit va marquer les relations et les rapports sociaux dans l'entreprise.

Cela dit, soyez convaincu, Monsieur le Secrétaire d'Etat, que la Fédération CGT des Cheminots maintiendra sa ligne syndicale alliant contestation, propositions, dialogue social, mobilisations et négociations.

Il est heureux de constater qu'enfin des discussions/négociations ont commencé dans l'entreprise depuis le 15 avril 2010, produisant de premiers résultats qui sont débattus chaque jour par les cheminots grévistes réunis en assemblées générales représentatives.

La direction de la SNCF doit s'engager plus encore dans un dialogue social de meilleure qualité permettant de trouver une issue qualitative au conflit, et ce, dans l'intérêt de tous.

Ce processus doit être combiné à des négociations nationales dont la table ronde du 21 avril 2010 ne pourra, pour la CGT, constituer qu'une étape !

Voilà résumé brièvement, Monsieur le Secrétaire d'Etat, ce que vos interventions médiatiques nous ont inspiré.

Vous avez compris que l'on attend mieux, au regard des enjeux en présence, d'un responsable du Ministère de tutelle sous l'autorité duquel sont placés la SNCF et ses dirigeants.

Dans l'attente de vos nouvelles, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'expression de nos sentiments respectueux.

Didier LE RESTE

Secrétaire Général

PS : Copie à Monsieur Eric WOERTH, Ministre du Travail